

« Les Villes en Afrique »

Conférence présidée par **M. Patrice FONLLADOSA** et **M. Gérard WOLF** le **lundi 10 septembre 2018**

C O M P T E - R E N D U

Le **lundi 10 septembre 2018**, le **Comité Afrique** et la **Task Force Ville Durable** de **MEDEF International** ont organisé une conférence autour du sujet « **les Villes en Afrique** » (150 participants).

Cette soirée de débats a été l'occasion d'échanger sur **les enjeux du développement urbain en Afrique**, thème qui sera au cœur du prochain **Sommet Afrique-France** en 2020, ainsi que sur la place pour l'expertise du secteur privé français et les solutions offertes par ce dernier. Elle a préfiguré **un cycle de conférences** sur ce thème organisé par **MEDEF International** jusqu'en 2020 (1 conférence par semestre). Une annonce d'un **groupe de travail** sur la ville en Afrique a également été faite.

• Introduction et contexte général – Poser l'équation urbaine

- Le constat démographique : Nous faisons face à un phénomène de croissance démographique sans précédent : la population augmentera de 29% en 2050, la population urbaine va tripler (entre 3,5 et 5% par an), cette croissance se fera à 54% en Afrique. L'Afrique compte aujourd'hui 500 millions d'urbains. Ce phénomène présente de nombreux défis mais aussi beaucoup d'opportunités (besoins en infrastructures, opportunités d'investissement) sur lesquels l'offre française peut faire jouer ses avantages comparatifs.
- Un défi commun : Les **entreprises** et les **gouvernements** ne sont pas les seuls concernés pour résoudre l'équation du développement urbain africain. La **société civile** et les **élus locaux** sont également au cœur des enjeux. L'expertise française a une forte valeur ajoutée dans tous les domaines de la ville, y compris dans son savoir-faire en matière de gouvernance (renforcement de capacité, appui à la décentralisation). Par ailleurs, l'AFD tisse des partenariats avec les acteurs locaux, ce qui crée un terrain favorable pour l'offre française. La relation entre la France et l'Afrique va au-delà des politiques publiques, le lien est plus fort : héritage, culture, diasporas (environ de 10 à 15% de français auraient des origines africaines), coopérations décentralisées.
- Enjeux : Il faudrait **40 milliards d'euros** chaque année pour relever le défi, alors qu'en 2016, seulement 2 milliards d'euros ont été investis dans des projets urbains. Par ailleurs, il convient de **coconstruire la ville** en partenariat avec les collectivités locales (formation, local content) et tenant compte de l'écosystème local, un point où **l'offre française est différenciante**. Les entreprises françaises de la filière entendent être vues comme des apporteurs de solutions, non comme une menace.

- **Point de vue extérieur sur les défis urbains en Afrique - M. Jérôme CHENAL, Directeur du CEAT de Lauzanne**

⇒ Cinq idées clés comme prisme de lecture :

- 1. Réintroduire le bon sens (aller du plus simple au plus complexe) ;
- 2. Changer les méthodes d'action (remettre certains paradigmes en question) ;
- 3. Se focaliser sur les objectifs et pas sur le processus ;
- 4. Remettre la ville dans son contexte ;
- 5. S'interroger sur la durabilité des smart cities (éventuel impact environnemental).

- **La bonne gouvernance et la formation : des éléments clés du succès des projets**

Les projets doivent inclure le **transfert de compétences** et du **savoir-faire aux populations locales**. Il faut former les acteurs locaux pour assurer un profit optimal des infrastructures et il faut travailler avec ces acteurs locaux. Il faut également former les collectivités locales aux techniques managériales. Le manque de **gouvernance institutionnelle** en Afrique est une réelle entrave au succès des projets.

⇒ ***Proposition de M. Jean-Pierre ELONG MBASSI : Plus de partenariat pour un renforcement de la gouvernance***

Les entreprises doivent rencontrer les responsables des collectivités territoriales et locales afin de créer les cadres institutionnels dans une démarche partenariale.

MEDEF international pourrait être l'acteur qui fait avancer le dialogue entre les entreprises et les territoires. L'objectif serait de trouver des solutions aux enjeux de la croissance démographique, notamment celui de l'emploi : d'ici 2030, 200 M de jeunes africains voudront accéder au marché du travail. Il est urgent de trouver des solutions innovantes en étant conscient de la vitesse des évolutions.

⇒ ***La place des PPP à la croisée des chemins de la gouvernance et les financements***

Le PPP est souvent perçu comme la solution idéale sur un certain nombre de projets, mais il faut être conscient que le PPP n'est pas sans risque, le premier étant que le projet ne soit jamais réalisé en Afrique : **80% des projets étudiés en Afrique ne sont jamais implémentés**, le 20% qui restent sont implémentés sur des périodes de 8 et 10 ans. Une fois les contrats signés ils sont renégociés à 70%.

Eléments à prendre en compte :

- Les projets en PPP sont très complexes, beaucoup d'entre eux sont conçus et planifiés mais ne voient jamais le jour.
- Il faut se coordonner avec les autorités pour savoir quel est le rôle de chaque acteur et quel est le périmètre des activités du secteur privé : Qui finance les actifs ? Qui paye les services ? Qui supporte les risques ?
- En Afrique, le coût du risque pays et le coût de la dette s'ajoutent.
- PPP : Préparation, Préparation, Préparation en particulier en Afrique.

Un PPP commence par un modèle économique qui détermine, en fonction des cash-flow, l'acceptabilité sociale des tarifs et les niveaux de compétitivité. Une fois cette partie faite, on passe à l'étape de financement public-privé.

Il faut maximiser la participation du secteur privé (les entreprises sont capables de le faire) et trouver des financements concessionnels de long-terme (publics).

- **Construire collectivement une offre financière pour les villes**

Aujourd'hui ce sont les Etats qui s'adressent aux banques. Société Générale a l'ambition de travailler avec les villes directement mais fait face à des difficultés basiques : **pour financer des projets d'une ville il faut le faire en monnaie locale, cela évite de faire varier les prix des prestations municipales en fonction des cours des devises.** Mais aujourd'hui, il est pratiquement impossible de trouver des marchés avec des monnaies locales pour des projets de 10, 15 ou 20 ans nécessitant beaucoup de financements. La banque a un réseau local qui prête aux villes en monnaie locale, mais pour l'instant il n'y a pas de relations banque ville. Le dialogue passe par les gouvernements.

Il est également nécessaire de s'intéresser aux nouvelles opportunités de financements offertes par les mécanismes de finances vertes. A ce titre, le R20 détient par exemple un fonds dédié aux infrastructures en Afrique : le [Sub National Climate Fund for Africa](#) (SCNF).

- **Clôture de Mme Diane BINDER, Membre du Conseil Présidentiel pour l'Afrique (CPA) : Vers un « contrat d'action » avec la Task Force Ville Durable de MEDEF International**

⇒ Proposition de cinq thématiques pour mettre en place un « contrat d'action » avec les entreprises françaises de la filière :

1. Logistique et mobilité pour fluidifier la circulation des biens et des personnes.
2. Eaux, assainissement, traitement des déchets, drainage pluvial.
3. Logements abordables et efficaces.
4. Qualité de vie (espaces verts, sport, loisirs, culture).
5. Gestion de données.

- **Deux propositions concrètes :**

1. « Penser au développement pérenne des villes » pour avoir au cœur des discussions les acteurs africains (entreprises et collectivités locales). L'idée est de « créer collectivement un système d'innovation ouverte » en organisant par exemple des rencontres au moins deux fois par an de l'ensemble de l'écosystème de l'innovation (startups, PME, sous-traitants, partenaires) et les intégrant dans la réflexion. Cette réflexion peut être poursuivie grâce à l'outil Digital Africa qui permet de mettre en place des communautés et promouvoir la discussion entre tous les acteurs. La finalité est de renforcer le lien entre les grands groupes et les startups (beaucoup d'entrepreneurs ont besoin du soutien des entreprises) et de stimuler l'innovation.

2. « Mettre en place des formations professionnelles » pour avoir des acteurs africains au cœur des solutions. Il faut réfléchir à des types de formation pour faire face aux enjeux de gouvernance : programmes de management dans les villes africaines, programmes d'accompagnement des cadres des administrations à la structuration des projets.

C'est un pilier qui manque à cette réflexion : formation technique et professionnelle. Il convient de mobiliser plusieurs entreprises et s'appuyer sur les universités pour monter un socle commun de formation. Cela participera à faire monter en gamme nos sous-traitants et nos partenaires et faire monter en puissance l'écosystème local.

Le CPA a un lien avec les sociétés civiles africaines et la volonté d'impulser des initiatives avec les entreprises. **L'objectif serait de travailler avec MEDEF International et les entreprises volontaire pour faire en sorte que tous les projets abordés soient véritablement durables, inclusifs et qui soutiennent l'innovation locale et la formation.**